

LA MORT À BRUXELLES, 1914-1918

BENOÎT MAJERUS *

IL Y A QUELQUES ANNÉES, JE SUIVAIS LE COURS INTITULÉ “LES GRANDS COURANTS DE L’HISTOIRE – ÉPOQUE CONTEMPORAINE”, ENSEIGNÉ PAR JOSÉ GOTOVITCH À L’UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES. LE SUJET DU MOMENT CONCERNAIT LES GUERRES AU XX^e SIÈCLE. UN DES SOUVENIRS LES PLUS MARQUANTS A ÉTÉ POUR MOI LE MOMENT OÙ L’ORATEUR, APRÈS AVOIR PRÉSENTÉ EN MILLIERS DE VICTIMES, LE BILAN DES MORTS DES DEUX CONFLITS MONDIAUX, A RÉUSSI À CAPTER L’AUDITOIRE PAR UNE LEÇON SUR LE SENS DE CE QU’IL VENAIT DE DIRE : IL A CONVIE LES ÉTUDIANTS À SE REPRÉSENTER LA MORT D’UN PROCHE POUR LEUR FAIRE COMPRENDRE LA SIGNIFICATION DES CHIFFRES QUI RISQUAIENT SANS CELA DE RESTER INSAISSABLES. PAR CES RUPTURES, CES ARRÊTS, IL INVITAIT SON AUDITOIRE À LA RÉFLEXION, À NE PAS TROP SE LAISSER ANESTHÉSIE PAR UN DISCOURS LINÉAIRE, DONNÉ EX-CATHEDRA.

Les quelques pages qui vont suivre abordent différentes manières d’appréhender la mort à Bruxelles pendant la Grande Guerre ¹. Dans la foulée du renouveau historiographique dont l’équipe réunie autour de l’Historial de Péronne forme l’avant-garde la plus visible, les historiens contemporanéistes se sont accaparé un sujet qui était longtemps l’apanage de chercheurs d’autres époques ². En ce qui concerne les XIX^e et XX^e siècles, la recherche historiographique belge ne s’est guère chargée d’investiguer cet espace ³. L’article présent se veut donc plus une réflexion sur les potentialités d’une telle recherche pour les deux occupations qu’une analyse détaillée et aboutie de la problématique. Il essaiera d’ouvrir des pistes plutôt que de donner des réponses définitives. Une analyse plus ‘démographique’ sera suivie de quelques réflexions sur la mort dans l’espace public.

I. Chiffrer la mort

Malgré l’occupation du pays et la désorganisation des administrations, les services responsables des statistiques démographiques de la capitale continuent à fonctionner. Mais la publication des résultats est interrompue. Malgré des recherches poussées

-
- 1 La plupart du temps, les chiffres sont relatifs à la ville de Bruxelles. En 1914, l’agglomération est composée de 16 communes : Bruxelles, Anderlecht, Auderghem, Etterbeek, Forest, Ixelles, Jette-Saint-Pierre, Koekelberg, Laeken, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort et Woluwe-Saint-Lambert. Pour un aperçu des conditions socio-économiques pendant la guerre : PETER SCHOLLIERS, “Koopkracht en indexkoppeling. De Brusselse levensstandaard tijdens en na de eerste wereldoorlog, 1914-1925”, in *Revue belge d’Histoire contemporaine*, 1978, n° 3-4, p. 333-380.
 - 2 Cf. l’ouvrage classique de PHILIPPE ARIES, *L’Homme devant la mort*, Paris, 1985, 2 vol., puis plus récemment STÉPHANE AUDOIN-ROUZEAU, *Cinq deuils de guerre 1914-1918*, Paris, 2001 et LUC CAPDEVILA & DANIELE VOLDMAN, *Nos morts. Les sociétés occidentales face aux tués de la guerre*, Paris, 2002.
 - 3 Cf. néanmoins le numéro spécial consacré à la démographie historique, de la *Revue belge d’Histoire contemporaine* [2001 (31^e année) n° 3-4], et plus particulièrement l’article de JEROEN BACKS, “Mortality in Ghent 1850-1950. A social analysis of death”, p. 529-556.

aux Archives de la Ville de Bruxelles et à la Bibliothèque royale, les comptages originaux n'ont pu être retrouvés et il faut donc se limiter à des indications publiées de manière irrégulière pendant la guerre dans quelques quotidiens (*Le Bruxellois, La Belgique*) et, par la suite, dans les *Rapports annuels de la Direction de l'Hygiène de la Ville de Bruxelles*.

Tableau 1 :
Nombre annuel de décès (1913 = 100) ⁴

Années	Indices - Belgique	Indices - Bruxelles	Indices - Bruxelles plus de 60 ans
1913	100	100	100
1914	100,4	101,8	
1915	93	94,6	
1916	93,3	100,3	
1917	113,3	122,8	
1918	143,3	132,9	167
1919		86	97,3

Les chiffres bruts de décès sont à première vue surprenants. La mort se fait plus rare pendant les trois premières années de guerre (1914-1916) que lors de l'année de référence et ceci malgré une situation alimentaire en indiscutable dégradation dès l'hiver 1914-1915. Deux facteurs expliquent cette baisse en chiffres absolus. D'un côté, un certain nombre de femmes et d'hommes quittent la Belgique à l'approche des armées allemandes, migration impossible à chiffrer vu l'absence apparente de recensement de ce mouvement de population par les statistiques locales. Il s'avère également impossible de quantifier exactement le nombre d'hommes mobilisés dans l'armée belge. La baisse de la population bruxelloise enregistrée entre août 1914 et janvier 1918 (de 173.602 à 168.698, soit -2,8 % en 3 ans et demi) correspond plutôt à une évolution à long terme. Par ailleurs, la diminution du nombre de décès tient aussi à la baisse du nombre des naissances,

⁴ Pour la Belgique : RAYMOND OLBRECHTS, "La population", in ERNEST MAHAIM (dir.), *La Belgique restaurée. Étude sociologique*, Bruxelles, 1926, p. 31.



• La place de Brouckère pendant la Première Guerre mondiale.
(Photo tirée de *Grosser Bilderatlas des Weltkrieges*, t. 1, Munich, 1915, p. 104)

perceptible dès mai 1915, ce qui réduit fortement la population à risque. La natalité est de 15,7 ‰ en décembre 1914, mais seulement encore de 10,1 ‰ deux ans plus tard.

La mortalité s'avère un indicateur beaucoup plus révélateur ⁵. Le tableau 2 qui nous indique la mortalité hebdomadaire à Bruxelles en illustre le caractère légèrement ascendant pendant les trois premières années de l'occupation. Le mouvement cyclique de la mortalité est également observable en temps de paix et y connaît une temporalité très semblable. L'écart avec l'année 1913 reste peu important jusqu'en 1916 même si à chaque nouveau printemps de guerre, la mortalité est supérieure à sa valeur des douze mois précédents. Elle connaît un premier pic élevé au cours de l'hiver et du printemps 1917. La situation est à ce point grave que les cadavres ne sont plus enlevés des hôpitaux ⁶. Le ravitaillement déficient explique en grande partie cette poussée dramatique; la soudure entre les deux récoltes s'avère particulièrement problématique cette année-

5 Néanmoins, la confection de ces chiffres prête encore à de nombreuses critiques. Ainsi, et l'exemple vaut sûrement pour toute l'agglomération bruxelloise, la commune de Saint-Gilles radie en 1919 plus de 5.400 habitants de son registre de population (8 % de sa population totale), 'disparus' pendant la guerre (*Rapport sur la situation des affaires de la commune de Saint-Gilles*, Bruxelles, 1920). Les chiffres de mortalité entre 1914 et 1918 sont donc calculés sur base de chiffres qui ne correspondent plus à la réalité. D'une manière générale, on peut donc supposer que la mortalité est plus élevée que celle calculée par les différents services administratifs.

6 Procès-verbaux du conseil communal, séance du 12 février 1917 [Archives de la Ville de Bruxelles (AVB)].

là. Certes, la population meurt rarement de faim à Bruxelles, mais son affaiblissement général facilite le développement des maladies ⁷.

À l'intérieur de la ville, des différences importantes sont bien sûr décelables. La mortalité est, en temps normal, plus élevée dans les trois premières divisions qui forment le centre historique. Ces divisions gardent cette caractéristique pendant la guerre. Mais l'écart entre les entités géographiques se creuse : en 1918, il est de 17,7 ‰ entre la 1^{ère} et la 6^e division; en 1920, il retombe à 6,1 ‰.

Quant aux causes de décès, un changement notable ne peut être décelé avant 1916. Jusqu'alors, la mort due aux maladies organiques du cœur reste, comme à la Belle Époque, la cause de mortalité la plus importante (entre 15 et 16 % des morts). À partir de 1917, la tuberculose pulmonaire devient prééminente. Elle connaît cette année-là son point culminant en provoquant 17 % des décès à Bruxelles [indice 100 = moyenne (1911-1913); indice 176 en 1918]. Dans toute l'agglomération, c'est la maladie la plus répandue ⁸. Parmi les cinq 'maladies' les plus graves, c'est la débilité sénile qui connaît la hausse la plus considérable en cette période d'occupation (indice 223 en 1918). Ce terme, assez vague, semble recouvrir les affections mortelles touchant les personnes âgées. Il ne fait aucun doute que la mortalité de ces dernières a augmenté de manière particulièrement importante pendant les quatre années de guerre (cf. tableau 1 et plus bas).

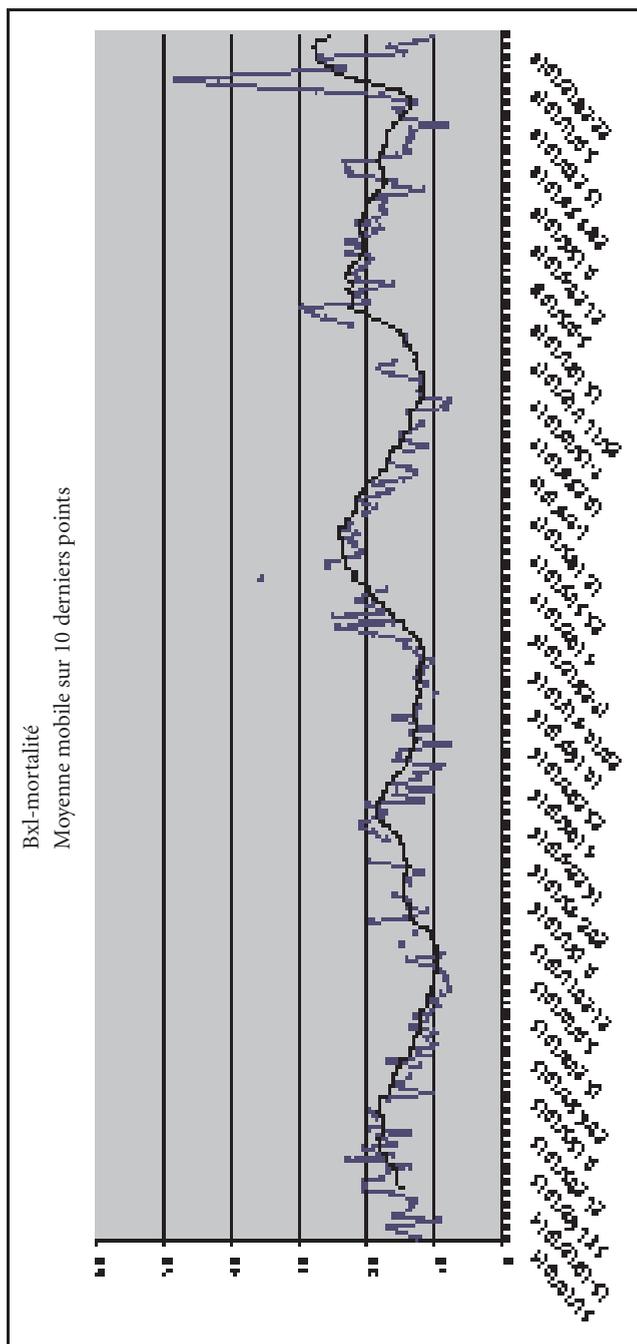
Les circonstances facilitent aussi l'expansion d'autres maladies, comme la broncho-pneumonie et la pneumonie. Celles-ci explosent pendant la dernière année de guerre. 1918 est d'ailleurs spécifique à plus d'un égard. L'agglomération bruxelloise doit non seulement gérer la grippe espagnole sur laquelle je reviendrai plus en détail, mais aussi un flux d'immigrants particulièrement fragilisés et dont l'état de santé n'inspire guère confiance ⁹. Dans un premier temps, le printemps 1918 s'annonce moins meurtrier que celui de 1917. Jusqu'en avril la situation est similaire ou même meilleure que douze mois auparavant. Mais la baisse de la mortalité qui s'était produite en mai-juin 1916 et 1917 est beaucoup moins prononcée en 1918. Fin août, la courbe connaît un premier

7 L'article de PETER SCHOLLIERS & FRANK DAELEMANS, "Standards of living and standards of health in wartime Belgium", in RICHARD WALLE & JAY WINTER (dir.), *The Upheaval of War*, Cambridge, 1988, p. 139-158 met en exergue plusieurs éléments qui traduisent une réelle détérioration pour l'année 1917. Sur le lien entre un ravitaillement déficient et la mortalité, voir en particulier les p. 153-154.

8 *Rapport annuel de la commune d'Ixelles pour les années 1918-1919*, Bruxelles, 1920, p. 68. Pour une étiologie de cette maladie : CATHERINE ROLLET, "The other war' II : setbacks in public health", in JAY WINTER & JEAN-LOUIS ROBERT (dir.), *Capital Cities at war. London, Paris, Berlin 1914-1919*, Cambridge, 1997¹, 1999, p. 468-480.

9 THIERRY DELPLANCQ, "Des civils dans la guerre. Une approche du sort des évacués français en Belgique, 1917-1918", in *Liber amicorum Jacques-Henri Lefebvre*, La Louvière, 2001, p. 71-80.

Tableau 2 :
La mortalité à Bruxelles par semaine (octobre 1914 – décembre 1918)



pic, dû à la grippe espagnole, dont le docteur Bayet avait déjà enregistré les premières victimes début juillet¹⁰. À partir de la deuxième semaine d'octobre, la mortalité connaît une croissance inquiétante : en un mois, elle est multipliée par 3,7 pour atteindre le taux de 48 décès pour 1.000 habitants. Le 1^{er} décembre, la situation s'est de nouveau stabilisée. La grippe espagnole qui a provoqué ces ravages à travers toute l'Europe est difficilement décelable. Une jeune bourgeoise de Bruxelles a l'impression d'avoir été frappée par trois maladies différentes : "une nouvelle épidémie a succédé à la grippe espagnole et à la cholérine; c'est une nouvelle forme de grippe, inconnue des médecins, et terriblement meurtrière. Dans tout le pays, et à l'étranger aussi, les gens meurent comme des mouches"¹¹.

Le fait d'identifier de nos jours ces trois vagues également distinguées par l'historiographie s'explique par le caractère diffus de la maladie. La grippe espagnole peut s'exprimer sous différentes formes et ne peut guère être reconnue par le biais d'une pathologie spécifique¹². La brutalité de la maladie reste difficile à percevoir. Sa soudaineté et son étendue ont laissé un sentiment d'impuissance.

L'historiographie internationale et belge a montré à quel point la mortalité des enfants a baissé pendant les premières années de la Grande Guerre, de nombreuses associations caritatives découvrant, en l'enfance, un domaine d'intervention. Une multitude d'œuvres privées et publiques se créent et améliorent sensiblement la qualité de vie des enfants¹³. À Bruxelles, où ce réseau est particulièrement dense, les résultats sont encore meilleurs que dans le reste du pays. La principale cause de cette amélioration est l'importance accordée à l'allaitement maternel. En 1918, malgré le pic de mortalité observé, le risque pour un enfant de moins d'un an de mourir est moins élevé qu'avant-guerre.

10 A. BAYET, *Journal d'un Bruxellois pendant l'occupation allemande*, p. 5.555 (1er juillet 1918) (Archives & Musée de la Littérature à Bruxelles, M.L. 3546).

11 Journal personnel d'une Bruxelloise (27.10.1918) (Centre historique de la Gendarmerie).

12 GINA KOLATA, *Flu. The Story of the Great Influenza Pandemic of 1918 and the Search For the Virus That Caused It*, New York, 1999, p. 5-12.

13 MARC DEBUISSON & PIERRE BUEKENS, "Guerres mondiales et prévention maternelle et infantile : le cas de la Belgique", in GODELIEVE MASUY-STROOBANT, CATHERINE GOURBIN & PIERRE BUEKENS (dir.), *Santé et mortalité des enfants en Europe. Inégalités sociales d'hier et d'aujourd'hui*, Louvain-la-Neuve, 1994, p. 269-297 et CATHERINE JACQUES & VALÉRIE PIETTE, "Une grande bataille : sauver l'enfance", in MICHAËL AMARA et a., *Une 'guerre totale' ? La Belgique dans la Première Guerre mondiale. Nouvelles tendances de la recherche historique*, Bruxelles (à paraître).

Tableau 3 :

Fréquence des décès au cours de la première année pour 1.000 enfants nés vivants
(1913 = 100)

Années	Mortalité - Belgique	Mortalité - 1913	Mortalité - 1918 (0 à 6 mois)	Mortalité - 1918 (6 à 12 mois)
1913	100	100	100	100
1915	94,6			
1917	105,2			
1918	134,9	94,9	34,5	106,5

Cette baisse ne se répartit cependant pas de manière égale sur la première année de vie. L'immédiat après-naissance connaît une nette amélioration. Si les efforts d'institutions comme la Consultation de Nourrissons ou la Goutte de Lait réussissent à faire baisser sensiblement le taux de mortalité pendant les six premiers mois de l'existence, ces organisations peinent quelque peu à sauvegarder par la suite les avancées réalisées. Mais en général, la mortalité des enfants en dessous de deux ans connaît tout de même une baisse sensible. Même en 1918, année catastrophique pour les autres catégories d'âge, l'amélioration reste très nette par rapport à la moyenne des années 1911-1913 : 203 ‰ avant la guerre, 77,5 ‰ en 1918 pour les moins d'un an; 51 ‰, contre 34,1 ‰ la dernière année du conflit pour ceux entre un et deux ans. Le nombre d'«avortons» (0 à 6 mois de gestation) sur 100 naissances ne semble pas avoir augmenté pendant le conflit (1912 = 3,75 ; 1918 = 4,11), contrairement au nombre des enfants morts-nés (6 à 9 mois de gestation) qui, sur 100 naissances, connaît une hausse plus significative, supérieure à 36 % (1912 = 6,6; 1918 = 9). Une des maladies (infantiles) les plus fréquentes pendant les années précédant la guerre a été la diarrhée/ entérite (au-dessous de deux ans). Ici les efforts médicaux produisent également des résultats : le nombre d'enfants morts pour cette raison est divisé par quatre. La baisse de la mortalité infantile est plus importante que celle des naissances.

Malheureusement, les chiffres disponibles n'autorisent pas des analyses plus fines, comparables à celles présentées dans l'ouvrage collectif dirigé par Jay Winter et Jean-Louis Robert sur les *Capital Cities at War*. Néanmoins quelques éléments permettent de confronter les résultats de ce livre à la situation bruxelloise. La suggestion de Jay Winter que la guerre a contribué à «*a narrowing of the variance as between mortality rates in well-to-do and poorer areas*»¹⁴ ne semble pas être valable pour Bruxelles. La

14 JAY WINTER, «Surviving the war : life expectation, illness, and mortality rates in Paris, London, and Berlin, 1914-1919», in JAY WINTER & JEAN-LOUIS ROBERT (dir.), *op.cit.*, p. 515.

part des “riches” – catégorie dont le *Bulletin de la Mortalité* ne spécifie pas les éléments socio-économiques qui interviennent dans la définition – parmi les morts baisse de 1,6 % (moyenne 1911/1912) à 0,6 % (1918). Deux éléments peuvent être avancés pour expliquer ce phénomène. D’une part, l’aisance de couches sociales supérieures leur permet de s’offrir une nourriture et des soins inaccessibles à la grande majorité de la population. L’extension des services communaux, notamment dans le domaine de la santé, n’a pas réussi à combler l’écart entre riches et pauvres. D’autre part, il est possible qu’un nombre plus élevé de “riches” ait eu les moyens de prendre la fuite en 1914 et que le nombre absolu de “riches” soit plus faible. Ce dernier élément ne peut cependant pas expliquer toute l’étendue de la baisse.

L’augmentation de la part des veufs et veuves parmi les morts (en 1912 : 25 % ; en 1918 : 29 %) corrobore la thèse selon laquelle la marginalisation dans une société en guerre qui est fortement dépendante de réseaux de solidarité pour s’approvisionner, peut s’avérer ‘mortelle’. Cette première constatation est à mettre en relation avec l’augmentation des décès parmi les personnes âgées. En comparant l’évolution des indices de décès de la population totale et ceux des plus de 60 ans (tableau 1), il ressort que les personnes âgées sont particulièrement touchées. Un autre chiffre – leur part parmi le nombre de décès – permet d’illustrer ce constat : en 1913, elle est de 6 %, en 1918 de 10 %. Déjà, les



- Attendre dans la file pour le beurre aux Halles centrales de Bruxelles en 1918 : même la bonne bourgeoisie pâtit pendant la Première Guerre mondiale du manque de nourriture. (Photo Archives générales du Royaume)

observateurs contemporains soulignaient que “l’âge de vieillesse a payé à la guerre un tribut particulièrement lourd”¹⁵. À côté du facteur socio-économique sus-mentionné, des facteurs psychologiques (longue absence du fils au front, absence de perspectives...) ont probablement conduit à un relâchement des soins de santé.

Mais l’élément psychologique reste difficile à établir. Le nombre de suicides, qui pourrait constituer un indicateur, conduit à relativiser cet aspect. À partir de 1914, il connaît une baisse régulière jusqu’en 1917, année où il est réduit de moitié par rapport à la moyenne 1911-1913. En 1918, le chiffre augmente significativement, sans cependant atteindre le niveau d’avant-guerre. Le suicide étant un phénomène majoritairement masculin, il est partiellement dû au départ d’un certain nombre d’hommes pour l’armée. Mais Durkheim avait déjà relevé la baisse des suicides pendant “les grandes commotions sociales comme les grandes guerres populaires” qui provoquent “au moins pour un temps, une intégration plus forte de la société”. D’autres recherches ont depuis confirmé que la guerre fait baisser le nombre des suicides¹⁶.

Les chiffres analysés ci-dessus proviennent exclusivement de la Ville de Bruxelles. Dans les faubourgs, la situation est bien évidemment différente. Pour l’année 1918, la mortalité varie de 13,5 ‰ (Forest) à 31,1 ‰ (Uccle), Bruxelles se situant à 21 ‰ et l’ensemble de l’agglomération à 18,8 ‰. Sur base de la période de 14 mois pour laquelle on dispose de chiffres pour Bruxelles et les faubourgs, la différence moyenne entre les deux entités géographiques est de 3,26 ‰ en faveur des faubourgs. Les variations sont considérables (entre 0,5 ‰ et 8,4 ‰), mais la mortalité est toujours plus élevée à Bruxelles que dans les communes environnantes. La répartition géographique ne laisse pas apparaître de logique apparente si ce n’est que la population bruxelloise est également celle qui fait le plus appel aux services charitables mis en place pendant la guerre¹⁷.

Cette mort massive, typique de la guerre en général et des territoires occupés en particulier, se dérobe d’une certaine manière à l’historien. S’il arrive à la quantifier, à décrire son évolution chronologique, à l’inscrire même dans un espace géographique, il peine à trouver des indications qui lui permettraient de passer du niveau des structures à celui de l’homme. Contrairement aux civils exécutés par les Allemands ou aux soldats morts au combat, ces morts restent des ‘victimes de guerre’ oubliées. L’absence de tout sens à leur mort explique leur absence dans le discours mémoriel de l’entre-deux-guerres, même si leur nombre dépasse largement les deux autres catégories sus-mentionnées.

15 *Rapport annuel de la commune d’Ixelles pour les années 1918-1919*, Bruxelles, 1920, p. 65.

16 Pour l’évolution des chiffres de suicide : AVB, Chiffres de mortalité pour la ville de Bruxelles (1914-1918). ÉMILE DURKHEIM, *Le suicide : étude de sociologie*, Paris, 1897¹, 2004, p. 222 et LUC CAPDEVILA & DANIELE VOLDMAN, *op.cit.*, p. 60.

17 PETER SCHOLLIERS & FRANK DAELEMANS, *op.cit.*, p. 148.

II. La mort lointaine

Tout autre est le cas des soldats bruxellois tombés au front. La thèse de Stéphanie Claisse montrera quel sens l'entre-deux-guerres a attribué à ces morts¹⁸. Je me limiterai à indiquer quelques données sur la période de guerre même. En me basant sur un échantillon aléatoire de 296 soldats (sur 2368 repris dans *Soldats morts pour la Patrie – Ville de Bruxelles*¹⁹), plusieurs éléments peuvent être dégagés. Deux périodes s'avèrent particulièrement meurtrières pour les soldats bruxellois : le début et la fin de la campagne. Ce résultat correspond largement à la logique stratégique de l'armée belge. Une fois le front stabilisé en automne 1914, elle poursuit une politique du 'moindre mort'. Les chiffres restent néanmoins impressionnants; en cinq mois (sur 52 que dure la guerre), soit en août (11 %), septembre (5 %) et octobre (10 %) 1914 ainsi qu'en septembre (9 %) et octobre (13 %) 1918, presque la moitié des soldats bruxellois meurent. Même si l'écart entre la mort du soldat au front et le moment où la famille apprend la nouvelle peut être important – je vais y revenir – cette chronologie donne un premier indice sur les moments de cette 'mort lointaine'. Deuxième élément important : le nombre élevé de 'disparus' au moment de la confection de ce *Livre d'or*. En 1921, le sort de 9 % des soldats morts reste en effet inconnu. Même si deux tiers d'entre eux le sont depuis les combats de l'été et de l'automne 1914, l'espoir de retrouver la personne peut constituer un frein à un travail de deuil effectif.

Parler de cette mort au front dans un article consacré à la mort à Bruxelles se justifie par le lien étroit qui existe entre *battle front* et *home front*. De part et d'autre, les personnes vivent en étroite communion à travers lettres, cartes postales et autres moyens de communication... Il suffit de lire les journaux intimes des soldats comme des civils restés en territoire occupé pour se rendre compte à quel point cette (absence de) communication rythme la vie quotidienne. Il est bien évident que les nouvelles du front arrivent avec un retard considérable à Bruxelles. La date des faire-part de décès rend cette distance visible²⁰. Ainsi Philippe Vanlaer, soldat au 13^e régiment de ligne, est mort "pour la patrie

18 Communication de Stéphanie Claisse à la journée d'étude organisée le 8 novembre 2004 à l'UCL sur le thème "Comment (se) sortir de la Grande Guerre".

19 Il s'agit d'un relevé non publié et consultable aux Archives de la Ville de Bruxelles.

20 La Ville de Bruxelles conserve une collection de faire-part des 19^e et 20^e siècles. 87 d'entre eux concernent des soldats morts pendant la Grande Guerre. Cet échantillon présente de multiples carences qui empêchent une analyse aussi fouillée que celle de ROGER CHICKERING, "Death in Freiburg, 1914-1918", in MARCUS FUNCK & ROGER CHICKERING (dir.), *Endangered Cities. Military Power and Urban Societies in the Era of the World Wars*, Boston/Leiden, 2004, p. 127-143, étude à plus d'un égard exemplaire. Pour une comparaison entre les faire-part publiés dans *Le Figaro* et la situation démographique réelle dans la France de l'époque : MICHELE DION, "La mortalité en France au travers des faire-part de décès. Le 'Carnet' du Figaro", in *Population*, 1997 (52^e année) n° 6, p. 1571-1577. Pour mon échantillon, quelques remarques s'imposent. Seul un nombre limité de familles font imprimer des faire-part à la mort comme soldat d'un des leurs. Et les AVB ne conservent qu'une partie de ces documents. Enfin, ces derniers proviennent majoritairement de familles nobles et bourgeoises de Bruxelles. Mais comme la presse paraissant à Bruxelles n'en contient pas, cet échantillon, malgré tous ses défauts, permet une première approche du sens que les gens ont donné à la mort d'un des leurs pendant la guerre.

au combat d'Ermeton-sur-Biert (Namur), sur le territoire de la commune de Maredret²¹ le 25 août 1914. Le faire-part date seulement du début janvier 1915. Notons dans cet exemple l'extrême exactitude géographique qui semble vouloir compenser le retard pris. Les plus grands écarts entre date de mort et parution du faire-part se situent surtout au début de la guerre où le nombre de "morts au combat" est important, mais où la correspondance avec la partie du pays occupé n'est pas encore organisée et où le chaos d'une guerre de mouvement empêche la mise en place d'un système de communication. Dans le monde occidental, la mort comme rupture totale et clairement définie par le temps est essentielle. Or, pendant ce conflit, la distance entre les soldats et leurs familles, rend cette question du "tout ou rien"²¹, du vivant ou mort plus incertaine. Les proches ne peuvent jamais être sûrs qu'au moment où ils pensent à leur père, à leur frère, celui-ci ne soit déjà mort.

Quel sens les familles donnent-elles à cette mort ? Quels sont les mots utilisés pour la décrire ? Si comme l'écrit Stéphane Audoin-Rouzeau, chaque "deuil est unique, unique au point (...) qu'il y a autant de deuils de guerre – tous irréductiblement différents – que d'hommes, de femmes et d'enfants en deuil"²², le faire-part est un discours adressé à la communauté extérieure. La très grande majorité d'entre eux offre un cadre interprétatif au trépas. Contrairement à la France ou à l'Allemagne, c'est la première fois dans l'histoire de la Belgique que des hommes donnent leur vie pour leur pays, si l'on excepte les morts de la révolution de 1830. Il n'y a donc pas de modèles concrets pré-existants. Sur 65 faire-part de décès, trois n'indiquent rien et deux mentionnent "tué à l'ennemi". Mais aucun n'exprime une vision plus critique vis-à-vis du conflit en utilisant par exemple "victime de la guerre", formule qui apparaît en Allemagne en 1918. Ce qui frappe c'est la grande homogénéité des faire-part. Certes, 16 expressions différentes ont été utilisées, mais quelques formules dominent. Près de deux tiers d'entre elles font référence à la "patrie", la formulation la plus fréquente étant "mort pour la patrie". Aucun changement significatif n'est perceptible au fil du temps, mais la taille réduite de l'échantillon doit inciter à la prudence sur ce point. L'autre formule utilisée régulièrement est celle de "tombé/mort au champ d'honneur" (un quart). Contrairement à l'Allemagne où le "*Heldentot*" est une expression souvent utilisée, les mots "héroïque" (une fois) et "gloire" (six fois) restent plutôt rares. Ces mots semblent plus fréquents sur les monuments aux morts datant de l'après-guerre²³.

Le "mort pour la Belgique" n'apparaît pas du tout. L'analyse des monuments aux morts édifiés à l'issue du conflit en révèle également le caractère minoritaire, à l'inverse de ce qui est observé outre-Quévrain, où la formule "mort pour la France" prédomine. Faut-

21 MAURICE BLOCH, "La mort et la conception de la personne", in *Terrain*, n° 20, 3.1993, p. 11.

22 STÉPHANE AUDOIN-ROUZEAU, *op.cit.*, p. 10.

23 AXEL TIXHON & LAURENCE VAN YPERSELE, "Du sang et des pierres. Les monuments de la guerre 1914-1918 en Wallonie", in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 7, 2000, p. 99-102.

il y voir avec Stéphanie Claisse la volonté d'offrir une place à l'expression de plusieurs identités parallèles (nationale, linguistique, communale) par l'utilisation d'un terme plus générique, celui de "mort pour la patrie"? Il est intéressant de voir qu'outre-Rhin, autre pays aux identités infra-nationales prononcées, "mort pour l'Allemagne" est également rare ²⁴.

Mais à côté des soldats décédés loin de leurs proches, de nombreux réfugiés civils sont également séparés des leurs. Comme pour les militaires, ceux restés en Belgique occupée tiennent à accomplir les pratiques rituelles en cas de décès, ces "[r]ites de mort pour la paix des vivants" ²⁵. La famille de Jacques Cels, mort à Croydon près de Londres, tient à faire célébrer un service funèbre à Bruxelles, même si le corps n'est pas présent. Nombreux sont les faire-part où cette absence du corps est implicitement évoquée. L'inhumation en terre étrangère est souvent qualifiée de "provisoire". Pour André Bombeeck, mort dans un camp de prisonniers en Allemagne, "[l]a translation dans le caveau de la famille, aura lieu aussitôt que les circonstances le permettront". Et, en effet, quelques faire-part datant de l'entre-deux-guerres – dont un de 1926 – témoignent de cette translation du corps et de l'inhumation définitive dans le "caveau familial". Si tous ces exemples se caractérisent par l'absence du défunt, un faire-part rappelle que le cas inverse a également existé. Ce sont les voisins de Haarsma, mort le 28 mars 1917, qui signent le faire-part, pour "la famille absente".

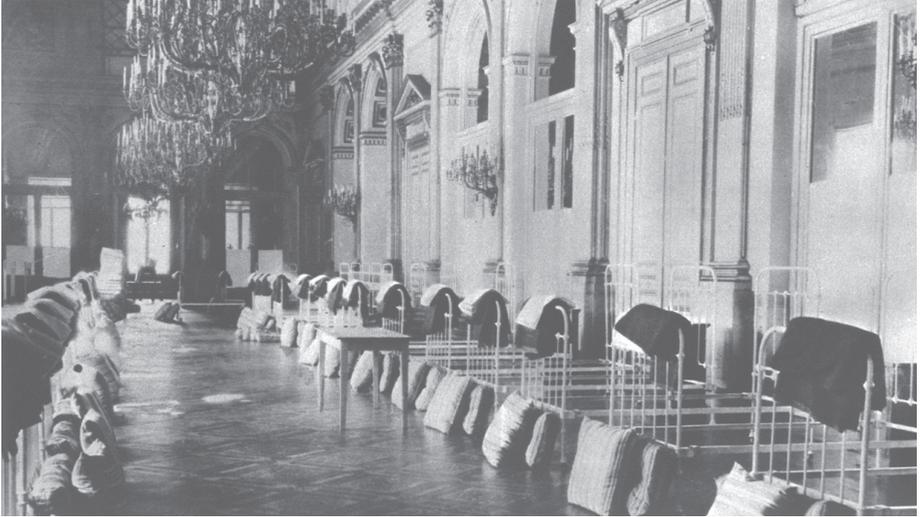
III. La mort héroïque

Mais Bruxelles n'est pas seulement le lieu où une mort lointaine est pleurée. Des 'héros' y meurent aussi ! Le Tir National à Schaerbeek constitue un des emplacements centraux d'exécution pour les autorités allemandes. Environ 15 % des personnes fusillées en Belgique occupée l'ont été à Bruxelles ²⁶. La grande majorité des condamnations par les tribunaux allemands sont affichées publiquement dans l'agglomération bruxelloise. En cas de condamnation à mort, le jugement est parfois déjà exécuté au moment de l'affichage. Ainsi le 12 octobre 1915, on peut lire sur les murs de la capitale : "Par jugement du 9 octobre 1915, le tribunal de campagne a prononcé les condamnations suivantes pour trahison commise pendant la guerre (pour avoir fait passer des recrues à l'ennemi) : 1° Philippe Baucq architecte, à Bruxelles; 2° Louise Thuliez, professeur à Lille; 3° Edith Cavell, directrice d'un institut médical à Bruxelles; 4° Louis Severin,

²⁴ ROGER CHICKERING, *op.cit.*, p. 140-143.

²⁵ LOUIS-VINCENT THOMAS, *Rites de mort pour la paix des vivants*, Paris, 1985.

²⁶ Je me base sur une liste de fusillés provenant d'un dépouillement systématique du *Bulletin officiel de la Fédération nationale des Prisonniers politiques de la Guerre*. On y trouve 230 petites biographies (nom, date d'exécution, lieu d'exécution, etc.). Ce relevé n'est certes pas complet, mais en attendant le mémoire de licence en histoire de Jan van der Fraenen, il permet de dégager des tendances. Gand, situé dans l'*Etappengebiet*, avec 23 % des fusillés, et Liège avec 21%, dépassent Bruxelles.



• La salle de bal du Palais royal est transformée pendant la première occupation en hôpital de la Croix-Rouge belge. (Photo tirée de *The Illustrated War News*, 19.8.1914, p. 20)

pharmacien à Bruxelles; 5^o comtesse Jeanne de Belleville, à Montignies, à la peine de mort (...) Le jugement rendu contre Baucq et Cavell a déjà été exécuté”.

Il est bien sûr difficile de connaître exactement les réactions et les états d’âme consécutifs à ces exécutions. Le sort d’Edith Cavell, femme et anglaise, semble déjà avoir suscité des discussions pendant la guerre à en juger par les quelques journaux intimes consultés²⁷. Des services célébrés dans des églises bruxelloises en l’honneur de personnes fusillées donnent parfois lieu à des grands rassemblements. Ce sont également des moments où la *Brabançonne* est jouée. La messe dédiée à Philippe Baucq est l’occasion pour les élites nationales et locales de re-célébrer l’union nationale. Les journalistes catholiques Gille, Ooms et Delandsheere l’expriment ainsi : “À présent [...] les deuils et les tortures ont soudé les unes aux autres toutes les âmes de la Nation”²⁸. La mort héroïque réunit la société à un moment où le patriotisme d’août 1914 n’est déjà plus qu’un lointain souvenir.

27 Aussi bien Paul Max [*Les notes d’un Bruxellois pendant la guerre 1914-1918*, édité et annoté par Benoît Majerus et Sven Soupart, Bruxelles, (à paraître)] que la jeune bourgeoise (cf. note 11) en parlent.

28 LOUIS GILLE, ALPHONSE OOMS & PAUL DELANDSHEERE, *Cinquante mois d’occupation allemande*, t. 1 : 1914-1915, Bruxelles, 1919, p. 459.

IV. Le cimetière : espace national, espace particulier

Les faire-part sont une façon de vivre la mort publiquement; les enterrements et les premiers jours de novembre en sont une autre. C'est surtout vrai au début de l'occupation, lorsque des soldats belges blessés pendant les opérations et hospitalisés à Bruxelles meurent. Leur enterrement se transforme en effet à plus d'une reprise en une manifestation publique exprimant l'opposition de la population à la présence des Allemands. Ainsi le 18 septembre 1914, le défilé funèbre de deux militaires belges décédés est suivi par "une foule innombrable", "les deux corbillards disparaissaient sous les fleurs". Quelques mois plus tard, l'enterrement d'un soldat français fait résonner la *Marseillaise* et la *Brabançonne* dans l'église Saint-Jacques²⁹. Si aucun incident sérieux ne se produit, ces rassemblements que les autorités allemandes n'osent pas interdire provoquent cependant chez elles une certaine inquiétude. Elles introduisent donc en juin 1916 l'obligation d'être mises au courant de tels événements 48 heures avant leur déroulement pour permettre d'avertir les différentes polices³⁰. Si on essaie de minimiser l'impact de ces enterrements du côté de l'occupant, chez l'occupé, on prend très tôt la décision d'organiser des obsèques "convenables" pour les militaires décédés dont les familles ne peuvent ou ne veulent pas intervenir financièrement. Le Conseil général des Hospices espère ainsi, dès l'automne 1914, offrir un dernier hommage à ces soldats. Par la suite, la mesure est également appliquée aux soldats français et... allemands "pour empêcher des récriminations de la part de l'Autorité allemande qui aurait pu se froisser si une distinction quelconque était faite entre ses morts et les nôtres"³¹.

Plus encore que ces enterrements ponctuels, la Toussaint et surtout le lendemain, le Jour des Morts, représentent des moments qui permettent de combiner le recueillement devant les tombes et l'hommage rendu aux soldats tombés pour la patrie. Pour les Allemands, ces journées sont presque assimilées aux autres "jours de mémoire" qui scandent l'année et qui nécessitent un investissement sécuritaire important³². Au cimetière d'Evere, un véritable service d'ordre doit être organisé en 1914 pour canaliser la foule qui dépose des fleurs sur les tombes des 15 soldats belges et français y enterrés. Celles-ci se trouvent à quelques mètres de 200 à 250 tombes allemandes protégées par

29 *Les notes...*, annotation au 27.3.1915.

30 Lettre des autorités allemandes au collège échevinal de la ville de Bruxelles, 17.6.1916 (AVB, *Fonds administratif*, Archives de la Police, Guerre 1914-1918, boîte 448).

31 Lettre du directeur de l'hôpital Saint-Pierre au Conseil général des Hospices, 26.9.1914 et Rapport de l'administrateur des hospices et de la bienfaisance, 7.1.1915 (CPAS-Bruxelles, *Affaires générales*, boîte 287).

32 BENOÎT MAJERUS, *Logiques policières et occupations. La police communale de Bruxelles pendant les Première et Deuxième Guerres mondiales (1914-1918 et 1940-1944)*, Bruxelles, thèse de doctorat en histoire ULB, 2004, p. 165-177.

la police allemande. Des croix tricolores distinguent les sépulcres belges et français de ceux, gris, de l'occupant³³. Dans ce cas, le cimetière est un lieu particulier où les règles valables en ville sont suspendues. Ainsi, les couleurs nationales, interdites à Bruxelles, ne le sont pas ici. Ceci explique probablement que l'érection d'un monument en souvenir des soldats belges tombés au front et représentant un lion tenant un drapeau dans ses griffes soit permise par l'autorité allemande en 1915. Au cimetière d'Ixelles, une grande colonne en marbre rouge, avec une couronne de bronze reposant sur une branche de laurier, est érigée la même année. On y trouve l'inscription suivante "Aux braves ! Morts pour la Patrie ! 1914-1915"³⁴. Les cimetières constituent un espace muni d'une temporalité et de règles spécifiques. Un 'code d'honneur' implicite qui place partiellement entre parenthèses la culture de guerre semble y régner même si un règlement strict concernant la tenue dans les cimetières est introduit en 1915³⁵. Une partie de la population utilise cette 'liberté' pour faire preuve d'un patriotisme bien visible... et parfois d'un sens commercial qui ne l'est pas moins. Ainsi un comité de commerçants bruxellois a décoré les tombes de soldats belges et le fait savoir. Au cours des années suivantes, le cimetière reste un espace paisible mais disputé. La police bruxelloise mobilise toujours un contingent considérable pour ces journées de novembre. Au printemps 1918, les autorités allemandes entreprennent l'érection d'un important monument pour leurs soldats au cimetière d'Evere. Après la guerre, ce monument sera détruit et le gouvernement allemand invité à déterrer ses morts et à les placer au moins au-delà des limites de l'agglomération bruxelloise³⁶. S'attaquer ainsi aux morts montre que les cultures de guerre dans les territoires occupés trouvent souvent leur expression après la libération du territoire. Cet acte souligne aussi à quel point les "démobilisations culturelles"³⁷ peuvent s'avérer difficiles.

V. Conclusion

D'autres sujets tels les orphelins de la guerre³⁸, la législation allemande sur les morts ou les décès causés par les bombardements aériens auraient permis d'affiner l'approche réalisée de la perception de la mort guerrière pendant la Grande Guerre par l'exploration de voies parallèles. Ceci dit, cet article a surtout relevé quatre éléments.

33 *Les notes...*, annotation au 2.11.1914.

34 *La Belgique*, n° 335, 16.10.1915, p. 2 et n° 349, 30.10.1915, p. 2.

35 *Le Bruxellois*, n° 391, 27-28.10.1915, p. 2.

36 Procès-verbaux du conseil communal, séance du 2 décembre 1918 (AVB).

37 JOHN HORNE, "Introduction", in *14-18 Aujourd'hui-Today-Heute*, n° 5, 2002, p. 45-52 (numéro consacré aux "Démobilisations culturelles après la Grande Guerre").

38 OLIVIER FARON, *Les enfants du deuil. Orphelins et pupilles de la nation de la première guerre mondiale (1914-1941)*, Paris, 2001. À Bruxelles, les orphelins, notamment ceux nés de soldats, sont déjà insérés pendant l'occupation dans des pratiques et discours patriotiques et moralisateur. Cf. CPAS-Bruxelles, *Affaires générales*, boîte 290.



- Soldats tués sur le front de l'ouest. Dans la partie occupée du pays, les enterrements sont souvent organisés sans les corps des hommes tombés. Le corps ne peut être inhumé dans le caveau qu'après la guerre. (Photo tirée de *Der Weltkrieg im Bild. Originalaufnahmen des Kriegs-Bild und Filmamtes aus der modernen Materialschlacht*, Berlin/Oldenburg, 1930, p. 215)

Le *home front* est confronté à partir de 1917 à une détérioration réelle de sa situation démographique. Pendant les trois premières années, ce n'est pas tant la mortalité que la natalité qui connaît de profondes modifications. Ce n'est d'ailleurs pas la hausse du nombre de décès qui explique le solde démographique négatif à partir de septembre 1915, mais bien la diminution des naissances. Une comparaison avec les chiffres avancés dans le livre édité par Jay Winter et Jean-Louis Robert s'est avérée délicate, les statistiques bruxelloises étant soit manquantes soit trop imprécises. Néanmoins, les tendances sont les mêmes à Bruxelles qu'à Londres, Paris ou Berlin. La comparaison avec d'autres villes belges montre que la lutte contre la mortalité infantile a été particulièrement couronnée de succès à Bruxelles, seule Anvers connaissant une chute plus importante encore³⁹. Pour la mortalité au-delà de cinq ans, il manque encore d'études permettant de comparer Bruxelles avec d'autres agglomérations ou d'analyser les différences qui ont dû exister entre la campagne et la ville. Cette mort 'naturelle', mais dont les causes sont de plus en plus indirectement liées à la guerre à partir de 1917, reste peu articulée. Mourir de tuberculose, de débilité sénile ou des effets de la grippe espagnole est le plus souvent

³⁹ RAYMOND OLBRECHTS, *op.cit.*, p. 35.

perçu comme quelque chose de ‘naturel’, comme une fatalité. Si ces maladies provoquent de loin le plus grand nombre de victimes civiles pendant la guerre, cette “mort de masse” des *home fronts* n’entre pas dans un système collectif de sens et de mémoire. Plus encore que celle du front, cette perte-là reste peu étudiée et s’avère difficile à faire ressortir ⁴⁰.

La situation est toute différente en ce qui concerne les soldats morts au front. Si la presse censurée est plutôt silencieuse sur cette problématique, l’occupant ne s’est pas opposé à l’impression de faire-part. L’échantillon sélectionné comporte toute une série de prismes, mais livre néanmoins quelques indices intéressants. Si les expressions individuelles sont multiples, les formules utilisées pour annoncer le trépas sont assez stéréotypées, et ceci dès le début de la guerre. Dans le futur, il sera intéressant de dégager les modèles qui ont servi du côté belge, en l’absence d’expériences de guerre depuis 80 ans. En tout cas, la situation semble être différente de celle qui prédomine en France.

Cette analyse des faire-part soulève aussi la question de la mort lointaine, une distance qui est encore renforcée par la frontière qui sépare la Belgique occupée des régions où meurent les soldats belges. Les cérémonies funéraires qui permettent souvent de partager le deuil avec la famille et les amis continuent d’être organisées, malgré l’absence du corps du défunt. Mais c’est souvent seulement après la guerre, avec la translation du corps dans le caveau familial, que la phase funéraire semble définitivement close.

Finalement, le culte des morts est également une forme de patriotisme ⁴¹. Il est d’ailleurs intéressant de relever que l’occupant admet, dans des limites bien sûr étroitement définies, l’expression d’une sorte de patriotisme dans les cimetières. Que ce soit lors des défilés pendant les journées de novembre ou par l’érection de monuments ou de tombeaux parés d’une symbolique clairement belge, le patriotisme trouve ainsi en territoire occupé des espaces nouveaux dans un pays où la dernière guerre remonte à 1830-1831.

* BENOÎT MAJERUS (°1975) est docteur en histoire (ULB). Chercheur à l’Université du Luxembourg, il vient de terminer sa thèse intitulée *Occupations et logiques policières. La police communale de Bruxelles pendant les Première et Deuxième Guerres mondiales (1914-1918 et 1940-1944)*.

40 Voir les très belles pages en faveur d’une histoire du deuil, mais qui se limitent à la “mort militaire” : STÉPHANE AUDOIN-ROUZEAU & ANNETTE BECKER, *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, 2000, p. 199-258.

41 PHILIPPE ARIES, *Essais sur l’histoire de la mort en Occident du Moyen-Age à nos jours*, Paris, 1975, p. 56.